

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 15 janvier 2024

Nos réf. : SHM/FB/MT n° 24-15

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SALEUR RECYCLAGE

ZI Dame Huguenotte
52000 CHAUMONT

Code AIOT : 0005703098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 décembre 2023 dans l'établissement SALEUR RECYCLAGE implanté ZI Dame Huguenotte 52000 CHAUMONT. L'inspection a été annoncée le 29 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALEUR RECYCLAGE (EX ECO ENVIRONNEMENT)
- ZI Dame Huguenotte 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0005703098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site sont :

- Réception et tri de déchets industriels non dangereux (DIB) ;
- Réception et conditionnement des mono-matériaux : carton, housse plastique, gravats, bois ;
- Transit de déchets dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite PPC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des seuils des rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013 article 1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Déchets admis	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Réception des déchets – procédure	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Rétention du bâtiment de stockage déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 3.4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Plans des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 5.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Rejets des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 9.1 alinéa 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 24.2 alinéa 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Réception des déchets – registre	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 3.2.3	Sans objet
5	Règles de circulation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 3.3.3	Sans objet
8	Eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 9.1 alinéa 2	Sans objet
10	Prévention des pollutions du milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 6.1.3	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2006 article 23.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aire de réception des ferrailles est supérieure à 150 m² ne respectant pas ainsi la prescription de l'arrêté préfectoral et l'exploitant réceptionne des déchets qui ne figurent pas dans la liste des déchets autorisés, toutefois un DDAE est en cours d'instruction par l'inspection dans lequel l'exploitant souhaite une extension de la surface pour les ferrailles.

L'exploitant ne dispose pas de procédure et n'a pas formellement dispensé de formation de son personnel quant à la réception des déchets dangereux.

L'exploitant a fait réaliser une mesure de la qualité des eaux en sortie que pour un des quatre débourbeurs de l'installation.

L'exploitant n'a pas réalisé de vérification des RIA, des dispositifs d'évacuation de fumées ni du second poteau incendie disponible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des seuils des rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Respect des volumes d'activité
Prescription contrôlée : 2714 : Volumes susceptibles d'être présents 1 500 m ³ papiers 300 m ³ bois 200 m ³ plastiques 2718 : Quantité susceptible d'être présente 4 t de déchets dangereux 2713 : Surface disponible de l'alvéole 150 m ² de ferrailles 2715 : Volume susceptible d'être présent 400 m ³ en conteneur 2716 : Volumes susceptibles d'être présents 900 m ³ de déchets non dangereux non inertes
Constats : Lors de la visite, les volumes observés sont inférieurs aux volumes maximum prescrits pour les rubriques 2714, 2715 et 2716 : 2714 (1500 m ³ papiers, 300 m ³ bois, 200 m ³ plastiques) 2715 (400 m ³ en conteneur) 2716 (900 m ³ de déchets non dangereux non inertes) Pour la rubrique 2713 : la surface utilisée pour les ferrailles est supérieure à 150 m ² Pour la rubrique 2718 : l'exploitant a fourni un tableau des entrées et sorties des déchets dangereux, l'analyse des flux permet de conclure que le tonnage de 4 tonnes maximum sur site est régulièrement non respecté. Une exception a été indiquée par l'exploitant pour une livraison de 13,32 tonnes le 4 avril 2023 due au dépannage d'un poids lourd accidenté sur l'autoroute qui a été dérouté sur le site de SALEUR RECYCLAGE pour déchargement et rechargement sur une autre remorque de sa cargaison de déchets.
Observation : L'exploitant a déposé un dossier d'autorisation en février 2023 dans lequel il sollicite une augmentation des surfaces dédiées à l'entreposage de ferrailles. L'instruction est en cours c'est pourquoi cette non conformité ne fait pas l'objet d'une suite administrative.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 3.1.2

Thème(s) : Situation administrative, Natures des déchets admis

Prescription contrôlée :

Nature des déchets admis - Les déchets autorisés à être réceptionnés sont les suivants :

Déchets non dangereux :

Désignation des déchets	Code nomenclature
Papiers cartons	20 01 01
Verre	20 01 02
Matières plastiques	20 01 39
Métaux	20 01 40
Pare brises	20 01 38
Bois ne contenant pas de substances dangereuses	20 01 38

Déchets dangereux :

Désignation des déchets	Code nomenclature
Batteries usagées	16 06 06*
Emballages souillés	15 01 10*
Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques	08 01 11*
Filtres à gaz oil, à huile	16 01 07*
Bombes aérosols vides	15 01 10*
Colles usagées	08 04 09*
Acides usagés	20 01 14*
Liquide refroidissement usagés	13 03 08*

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des déchets dangereux et non dangereux réceptionnés sur l'installation du 1er janvier au 30 novembre 2023.

Pour les déchets non dangereux, l'inspection a relevé que des déchets sont réceptionnés alors qu'ils ne figurent pas dans la liste des déchets acceptés, il s'agit des codes déchet suivants :

17 08 04 : Déchets de plâtre
 16 01 03 : Pneus
 17 02 03 : Menuiseries PVC
 17 02 03 : Polystyrène

Pour les déchets dangereux, l'inspection a relevé que des déchets sont réceptionnés alors qu'ils ne figurent pas dans la liste des déchets acceptés, il s'agit des codes déchet suivants :

15 02 02 : Déchets absorbants, chiffons d'essuyage et vêtements contaminés, matériaux filtrants indiqués comme filtre de cabines peinture ou des emballages vides souillés (EVS)
 13 01 13 : Autres huiles hydrauliques – indiqué comme huiles usagées
 12 01 14 : Boues d'usinage contenant des substances dangereuses
 13 07 03 : Autres combustibles (y compris mélanges) indiqué comme antigel
 11 01 11 : Liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses
 16 05 04 : Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses indiqués comme aérosols

Observation :

L'exploitant a déposé un dossier d'autorisation en février 2023 qu'il souhaite compléter en intégrant les rubriques manquantes. L'instruction fera l'objet d'une instruction c'est pourquoi cette non conformité sur les déchets non dangereux ne fait pas l'objet d'une suite administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réception des déchets – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 3.2.2
Thème(s) : Situation administrative, contrôle des réceptions
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site reçoit une formation sur la nature des déchets admis et/ou triés dans l'établissement. Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent ; les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception. Une procédure d'urgence en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation est établie. Elle fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.
Constats : Déchets non dangereux L'exploitant a fourni une procédure de réception des déchets non dangereux et un compte rendu de formation interne du 3 février 2023 dispensées aux agents en charge de la réception des déchets. Déchets dangereux A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni une procédure de réception des déchets dangereux. L'exploitant a informé l'inspection qu'aucune formation pour la gestion des déchets dangereux n'a été faite auprès de son personnel. Toutefois, l'exploitant a présenté les certificats ADR de ses chauffeurs (ADR : permis de conduire qui autorise son titulaire à transporter des marchandises dangereuses). Déchets non acceptés A la suite de la visite d'inspection l'exploitant a fourni une procédure d'urgence en cas d'identification de déchets non admissibles ainsi qu'en cas de déclenchement d'un des 3 portiques de détection de radioactivité (localisés au niveau du pont bascule « entrée déchets », du pont bascule « entrée ferraille » et de la petite bascule dans le bâtiment métaux). L'exploitant a informé l'inspection qu'aucune formation pour la gestion des déchets non admissible (radioactifs, déchets d'activité de soin...) n'a été faite auprès de son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Réception des déchets – registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 3.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Registres de suivi entrées et sorties
Prescription contrôlée : Filières de traitement L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des Installations Classées : * un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets : <ul style="list-style-type: none">- la quantité et la nature des déchets,- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou à défaut du détenteur,- la date et l'heure de la réception,- l'identité du transporteur,- le numéro d'immatriculation du véhicule. * un registre de sortie où il consigne pour chaque véhicule sortant des déchets : <ul style="list-style-type: none">- la quantité et la nature du chargement,- le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination destinataire,- la date et l'heure de la sortie,- l'identité du transporteur,- le numéro d'immatriculation du véhicule. Un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis en précisant les raisons du refus.
Constats : L'exploitant a présenté le fonctionnement de son logiciel de réception et d'expédition des déchets ainsi qu'un export récapitulatif qui fait office de registre. L'inspection a pu par sondage vérifier la cohérence des informations entre le registre et des bons de pesée. Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Règles de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 3.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Identification sur plan et sur site
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...). En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.
Constats : L'exploitant a fourni un plan de circulation du site. Lors de la visite, l'inspection a constaté par sondage la cohérence du plan avec les indications sur site. Les voies de circulation ne sont pas encombrées et le passage des véhicules est correct. Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention du bâtiment de stockage déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 3.4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétention du bâtiment de déchets dangereux
Prescription contrôlée : Le bâtiment de stockage annexe de 80 m ² sera destiné au stockage de certains déchets dangereux collectés (batteries, résidus de garage, emballages souillés, etc.). Le sol de ce bâtiment sera installé en rétention conformément à l'article 5.5.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater que la surface du bâtiment de stockage est conforme. Par ailleurs, l'inspection a constaté que la rétention n'est pas curée et contient des impuretés et qu'un engin de manutention était stationné sur la zone de rétention de contenants vides. L'exploitant doit : - curer la rétention
Observation : L'inspection rappelle fermement que la rétention doit être entretenue, qu'elle doit être exclusivement réservée aux déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plans des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 5.3
Thème(s) : Situation administrative, Réseaux d'eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. [...] Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.
Constats : L'exploitant a fourni un plan des réseaux d'eau. Zone déchets (droite du site) 2 réseaux de collecte : <ul style="list-style-type: none">• 1 réseau pour eaux de voirie vers débourbeur et ensuite milieu naturel par infiltration• 1 réseau pour les eaux pluviales vers une cuve de stockage utilisée pour le lavage de véhicules (80 m³), les eaux de lavage sont ensuite dirigées vers un débourbeur Zone valorisation (ex centre de tri HMT) Une incertitude subsiste sur le mélange des eaux de voirie et des eaux de toiture vers 3 débourbeur/séparateur d'hydrocarbures que l'exploitant doit lever. Par ailleurs, l'exploitant a fourni un rapport d'inspection de son réseau faisant apparaître une obstruction complète de l'une des canalisations, ne permettant plus le passage d'une partie des eaux susceptibles être pollués d'être dirigées vers le débourbeur/séparateur d'hydrocarbures prévu à cet effet. L'exploitant s'est engagé à planifier une nouvelle inspection avec curage. Enfin, un bilan d'inspection du réseau fait état d'un état dégradé du réseau qui présente des fissures, des réductions de conduites et des poinçonnements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 9.1 alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du débourbeur/séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : [...] Ce débourbeur/séparateur d'hydrocarbures est régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés sont éliminés dans une installation autorisée à cet effet.[...]
Constats : L'installation dispose de 4 débourbeurs. L'exploitant a fourni l'intervention réalisée le 1 ^{er} décembre 2022 ainsi que le Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) idoine. L'intervention 2023 sur les débourbeur/séparateur d'hydrocarbures était en cours pendant la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 9.1 alinéa 3		
Thème(s) : Risques chroniques, limites de rejets des eaux après déboureur/séparateur d'hydrocarbures		
Prescription contrôlée : Les eaux traitées doivent respecter les valeurs suivantes		
Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthode de référence
pH	entre 5,5 et 8,5	NFT 90 008
MES	35	NF EN 872
DCO	125	NFT 90101
AOX	1	NFEN 1485
Indice phénol	0,3	XPT 90109
hydrocarbures	5	NFT 90 114

Constats : L'exploitant a fourni une fiche de prélèvement du 17 janvier 2023 qui atteste de la conformité des rejets. Toutefois, ce prélèvement ne concerne qu'un seul des quatre points de rejets après déboureur/séparateur d'hydrocarbures. L'inspection rappelle que les analyses de la qualité des eaux doivent porter sur l'ensemble des points de rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention des pollutions du milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 6.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, réseaux de collecte
Prescription contrôlée : [...] Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a démontré le bon fonctionnement manuel d'une des quatre vannes d'étanchéité. Observation : l'inspection invite l'exploitant à tester la bonne étanchéité régulièrement des vannes d'étanchéité et d'en tenir un registre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 23.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques est effectuée au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui doit explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défectuosité constatée dans les plus brefs délais.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification daté du 20 septembre 2023 qui atteste de la conformité des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2006, article 24.2 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriée aux risques, judicieusement répartis et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification des extincteurs daté du 20 mars 2023, aucune non conformité n'est constatée. L'exploitant a fourni le compte rendu de visite du SDIS 52 qui atteste le débit de 79 m ³ /h pour le poteau incendie situé à proximité de l'installation. Une poche incendie de 120 m ³ est également disponible sur site. Toutefois, l'exploitant n'a pas réalisé de vérification des robinets d'incendie armés (RIA), des dispositifs d'évacuation de fumées et ni du second poteau incendie disponible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois